

## **Yossi Belin, ancien ministre de la Justice israélien**

### **Tribune**

Le 7 octobre 2023, lors de l'assaut démentiel lancé par le Hamas contre les localités israéliennes proches de la bande de Gaza – incluant meurtres, massacres de familles entières, viols et enlèvements de centaines de civils israéliens pacifiques –, l'Etat hébreu a été secoué par un véritable tremblement de terre. Se sont réveillés des souvenirs collectifs de la Shoah des Juifs d'Europe, et chez de nombreux Israéliens, surtout à droite, le sentiment que toutes les limites avaient été abolies, qu'il était désormais permis de se venger de manière terrible pour dissuader une bonne fois pour toutes les ennemis d'Israël.

Le monde, qui dans les premiers jours a exprimé sa solidarité avec Israël, stupéfait qu'une puissance militaire occidentale démocratique ait été ainsi prise au dépourvu par une organisation terroriste fanatique, n'a pas accepté les bombardements israéliens sur Gaza ni les lourdes pertes, qui se comptent en dizaines de milliers de victimes, infligées à la population palestinienne, majoritairement non impliquée.

Israël a ainsi rapidement glissé du rôle de victime à celui d'agresseur perçu comme incontrôlable, sans volonté de respecter le droit international, exposant ses dirigeants à des risques d'arrestation et de poursuites devant des tribunaux internationaux.

Ce sentiment d'abandon a renforcé chez de nombreux Israéliens l'idée que le monde agit avec cynisme, punissant la victime elle-même, et a conforté le gouvernement actuel dans son rejet des institutions internationales, perçues comme foncièrement hostiles à Israël. D'où une logique : puisque rien ne sera jamais assez bien, tout est permis. La dépendance politique du premier ministre, Benyamin Nétanyahou, vis-à-vis de partis d'extrême droite ouvertement antidémocratiques prolonge la guerre à Gaza sans résultats concrets depuis un an et demi. Cela met en danger la vie des dizaines d'otages israéliens encore détenus dans ce territoire.

Le dirigeant inattendu du monde libre, Donald Trump, dont la vision simpliste repose sur une logique de « donner et recevoir », doit commencer le 13 mai une tournée au Moyen-Orient pour conclure des accords spectaculaires avec les Etats du Golfe. Il aurait aimé résoudre tous les conflits de la région selon son approche transactionnelle, mais il s'est heurté à des acteurs religieux fanatiques qui n'adhèrent pas à ce modèle. Si, un moment, il a semblé désireux de résoudre le conflit israélo-palestinien – le cœur du conflit israélo-arabe – en tranchant le nœud gordien, il semble aujourd'hui vouloir l'esquiver plutôt que le résoudre.

Trump évite Israël dans sa tournée régionale, négocie un accord nucléaire avec l'Iran sans y associer l'Etat hébreu, conclut une trêve informelle avec les houthistes au Yémen sans équivalent avec Israël, et renonce à exiger une normalisation entre l'Arabie saoudite et Israël dans l'accord majeur qu'il s'apprête à signer. En tournant ainsi le dos à Nétanyahou, Trump lui offre paradoxalement une marge d'action qui va à l'encontre des intérêts nationaux fondamentaux d'Israël : garantir la sécurité du pays, assurer son avenir comme Etat hébreu et démocratique, et Etat de tous ses citoyens.

Ce n'est pas une fatalité. Il est possible de modifier cette réalité en prenant en compte les intérêts vitaux des deux camps. La question est de savoir si, dans un contexte d'hostilité croissante entre les deux peuples, il est encore possible de parler de solutions, tant à court qu'à long terme.

Ma réponse est oui. Les intérêts fondamentaux des deux parties n'ont pas changé et leur mise en œuvre dépend l'un de l'autre : l'identité d'Israël ne pourra être garantie que si une frontière est fixée entre lui et le futur Etat palestinien, tandis que le droit à l'autodétermination du peuple palestinien ne sera effectif que lorsque l'Etat d'Israël reconnaîtra l'Etat de Palestine.

A court terme, le Hamas devra relâcher tous les otages, vivants ou morts, et le gouvernement israélien devra s'engager à mettre fin à la guerre à Gaza. D'après de récents sondages, une large part des Israéliens (entre 60 % et 70 %) n'adhèrent pas aux justifications avancées pour poursuivre cette guerre et ne croient pas qu'elle conduira à la libération des otages enfermés dans les tunnels du Hamas à Gaza.

Le coût humanitaire pour les habitants de la bande est insupportable et cause un tort immense à l'image d'Israël. Puisque le Hamas ne libérera pas les otages si Israël élimine ensuite ses dirigeants, il faudra permettre à certains leaders de quitter Gaza, de s'installer ailleurs et de bénéficier d'une immunité contre toute attaque israélienne.

Les combattants du Hamas devront être remplacés par une autre force. Si l'Autorité palestinienne est prête, militairement, à redéployer ses forces de sécurité dans la bande et à y prendre en main la sécurité, ce sera l'option à privilégier. Si elle a besoin de temps pour s'y préparer, des forces internationales, notamment issues des pays de la région, pourront assurer temporairement l'administration de Gaza et y maintenir une présence sur le terrain. Dans tous les cas, les Etats du Golfe auront la responsabilité de la reconstruction. Mais ces pays n'interviendront pas sans horizon politique, ce qui nous amène à la question du statut définitif.

La solution n'est plus un secret : elle s'inspirerait des accords Beilin-Abou Mazen de 1995, des « paramètres » Clinton de 2000, de l'initiative de paix arabe de 2002 et de l'initiative de Genève de 2003. La question des frontières, des réfugiés palestiniens de 1948, de Jérusalem et de ses lieux saints, ainsi que celle des arrangements de sécurité ont déjà fait l'objet de nombreuses propositions officielles et non officielles depuis les accords d'Oslo, et il ne faudrait pas longtemps pour aboutir à un accord final.

Le principal obstacle actuel est la question des colonies en Cisjordanie. Si la frontière définitive correspond globalement à celle de l'initiative de Genève, près de 200 000 colons se retrouveront sur le territoire du futur Etat palestinien. Leur évacuation serait extrêmement difficile, voire impossible.

Un groupe de Palestiniens dirigé par la juriste Hiba Hussein et un groupe d'Israéliens que je dirige ont proposé la création d'une Confédération de la Terre sainte, dans laquelle les colons souhaitant rester en Cisjordanie pourraient le faire en tant que citoyens israéliens et résidents permanents de l'Etat palestinien, tandis qu'un nombre équivalent de Palestiniens pourraient vivre en Israël avec le même statut juridique. Cela, indépendamment de la question des réfugiés palestiniens. Une confédération dans l'esprit de l'Union européenne permettrait une coopération plus efficace entre les deux Etats et remplacerait le paradigme de la séparation des peuples par celui de la collaboration.

Cette solution peut-elle être mise en œuvre sous la coalition actuelle de Nétanyahou ? Non. Mais elle pourrait voir le jour grâce à un filet de sécurité politique, fourni par les partis du centre gauche de la Knesset actuelle, qui remplacerait l'extrême droite jusqu'aux élections (au plus tard dans un an et demi). Si cette configuration s'avère impossible, il faudra alors préparer la mise en œuvre de cette solution pour les prochaines élections, après lesquelles, selon toute vraisemblance, Nétanyahou ne sera plus premier ministre.

**Yossi Beilin**, ancien ministre de la justice israélien entre 1999 et 2001, a été l'un négociateur des accords d'Oslo (1993).